

## CAHIER DES CHARGES

### I. Informations générales

Intitulé de la mission	Étude sur le profil des femmes migrantes et l'évaluation de la prise en charge des migrantes de retour – Projet MIGRET AFD
Bénéficiaire(s)	Expertise France – Projet MIGRET AFD
Pays	Côte d'Ivoire

### II. Contexte et justification du besoin

Le projet « Réintégration durable des personnes migrantes de retour en Côte d'Ivoire (MIGRET AFD) » bénéficiant d'un financement français de 5 000 000 €, s'inscrit dans le cadre du Programme « Gestion des migrations en Côte d'Ivoire » mis en œuvre par un Consortium composé d'Enabel, de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et d'Expertise France (EF) en lead, également financé par l'Union européenne (UE) par le biais de l'instrument NDICI et du mécanisme flexible.

Le Programme vise à améliorer la gestion des migrations et à les convertir en un facteur de développement économique et social pour la Côte d'Ivoire. Il entend pour cela soutenir plus spécifiquement la réintégration durable des personnes migrantes de retour en veillant à l'appropriation progressive par les institutions et les structures ivoiriennes de la question de la réintégration et des enjeux y afférents.

Structuré autour de quatre axes, le Programme contribuera (i) au renforcement des mécanismes de gouvernance de l'assistance post-retour et de la réintégration, (ii) à l'amélioration d'une prise en charge des personnes migrantes de retour, (iii) au renforcement des approches durables et territoriales à la réintégration et (iv) à la sensibilisation des migrants de retour et des communautés locales sur le parcours de migrations et sur la réintégration durable.

**Le projet financé par l'AFD se concentrera essentiellement sur la réintégration durable et sur la territorialisation du Programme, avec un focus sur la dimension genre. Il opérera en coordination avec le projet européen, en apportant un soutien opérationnel, une coordination renforcée et une approche plus ciblée sur les besoins spécifiques des migrants, notamment des femmes, pour assurer une réintégration efficace et durable.**

#### **Axe 1 : Les personnes migrantes de retour bénéficient d'une prise en charge mieux informée et holistique couvrant leurs besoins de base**

En complémentarité des actions centrées sur la prise en charge coordonnée des migrants de retour grâce aux actions initiées par le financement européen, l'AFD financera des activités visant à accompagner les acteurs intervenant sur la question de la réintégration durable (acteurs publics nationaux, opérateurs internationaux, OSC, organismes privés) et à renforcer la coopération opérationnelle sur le sujet. Par ailleurs, le projet cherchera également à renforcer les structures nationales publiques, notamment l'AEJ<sup>1</sup>, l'OSCN<sup>2</sup> et le PNSM<sup>3</sup> ainsi que des OSC dans la prise en charge de la réintégration et l'accompagnement des personnes

<sup>1</sup> Agence Emploi Jeune

<sup>2</sup> Office du Service Civique National

<sup>3</sup> Programme National de Santé Mentale

migrantes de retour. **Finalement, face au constat de l'insuffisante inclusion des enjeux de genre dans les dispositifs actuels d'accompagnement des migrants de retour, le projet s'attachera à renforcer la prise en compte de ces enjeux et des vulnérabilités propres aux femmes migrantes par les acteurs en charge de la réintégration en Côte d'Ivoire.**

L'objectif de ces activités est de permettre aux acteurs ivoiriens contribuant à la prise en charge des migrants de retour de voir leurs capacités être renforcées, de disposer de moyens accrus pour trouver des solutions aux problèmes spécifiques rencontrés par les migrants et les migrantes de retour et d'être en mesure d'évaluer plus efficacement leurs besoins dès le pays de départ et de les orienter vers des parcours d'intégration plus adaptés à leur profil. Parallèlement, au niveau des bénéficiaires finaux, l'objectif est bien de leur permettre d'avoir accès à un accueil personnalisé (y compris à des services de base) et à des services d'orientation fournis par les autorités nationales et/ou les acteurs locaux pour les aider à se réinstaller durablement en Côte d'Ivoire en suivant un parcours d'intégration socioprofessionnelle leur donnant accès à de meilleures opportunités économiques en matière d'emplois ou d'auto-emplois.

## **Axe 2 : Les approches durables et territoriales à la réintégration sont renforcées dans les zones ciblées**

Le financement de l'AFD s'attachera à compléter l'approche territoriale menée par Enabel grâce à l'appui du fonds européen.

Concrètement, il s'agira de viser un changement structurel au niveau des territoires ciblés, en cherchant notamment à ce que les acteurs de ces territoires développent ou renforcent des approches durables et inclusives de la réintégration, sensibles aux spécificités des personnes migrantes de retour en termes de vulnérabilités, capacités, compétences et besoins, et adaptées pour lever les barrières à l'accès aux services et aux opportunités socio-économiques pour ces personnes. L'objectif sera également d'améliorer la réintégration socio-économique et psychosociale des personnes migrantes de retour au niveau territorial, en menant notamment des actions de préparation des communautés locales et des familles à l'accueil de leurs proches de retour. Cela permettra de prévenir la stigmatisation et le rejet, et d'éviter, sans le vouloir, de créer des conditions propices à une récurrence du départ. Finalement, l'accompagnement apporté par le projet s'attachera à renforcer l'intégration des enjeux de migration et de réintégration dans la planification et la gestion territoriale. Cette activité prendra également en compte des enjeux et des vulnérabilités liées au genre.

### **Bénéficiaires**

Le projet ciblera les principales administrations ivoiriennes, notamment la DGIE dans son rôle de pilotage des politiques de réintégration et de coordination interministérielle, et les ministères sectoriels (MAEIAIE<sup>4</sup>, MPIJPSC<sup>5</sup>, MSHPCMU<sup>6</sup>, MIS<sup>7</sup>), ainsi que leurs agences (AEJ, OSCN, PNSM), intervenant tout au long du processus de la réintégration des migrants ivoiriens.

Le projet soutiendra également les acteurs territoriaux et régionaux, publics, associatifs et privés (DGDDL, ARDCI<sup>8</sup>, UVICOCI<sup>9</sup>, AEJ, OSCN), pour la valorisation des approches existantes, la meilleure compréhension des défis et l'adaptation des services et des pratiques pour le développement d'approches véritablement durables de la réintégration.

Le projet s'adressera finalement à des personnes migrantes ivoiriennes de retour en offrant un accès égal aux opportunités et aux ressources.

## **III. Prise en compte de la dimension genre**

<sup>4</sup> Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur

<sup>5</sup> Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique

<sup>6</sup> Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle

<sup>7</sup> Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité

<sup>8</sup> Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire

<sup>9</sup> Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire

Les enjeux de genre restent encore insuffisamment pris en compte dans les dispositifs actuels d'accompagnement des migrants de retour, tandis que les défis sont croissants. La part des femmes, bien que minoritaires par rapport aux hommes, est de plus en plus importante parmi les cohortes de migrants de retour passant par les dispositifs de retour volontaire.

Selon le dernier rapport de profilage des migrants ivoiriens 2021 – 2023 de OIM<sup>10</sup> les femmes migrantes ivoiriennes de retour représentent environ 35 % des migrants ayant emprunté les routes migratoires de la côte ouest (RMCO), illustrant une féminisation croissante du phénomène migratoire. Leur profil montre une population légèrement plus âgée que les hommes (33 ans en moyenne), souvent célibataire et disposant d'un niveau d'éducation secondaire. Majoritairement originaires des grandes villes comme Abidjan, Daloa ou Man, ces femmes occupaient avant leur départ un emploi dans le secteur informel, avec des revenus modestes dépassant rarement 50 000 FCFA par mois. Motivées principalement par la recherche d'un emploi et de meilleures conditions de vie, elles visaient pour la plupart une installation dans les pays du Maghreb (66 %), plutôt qu'en Europe. Leur parcours migratoire s'est souvent accompagné de graves risques et violences : si elles recourent moins fréquemment à des passeurs que les hommes, elles sont plus exposées aux violences psychologiques (70 %) et à diverses formes d'exploitation, révélant la forte vulnérabilité des femmes sur les routes migratoires.

Il importe donc que ces différentes spécificités et vulnérabilités soient non seulement bien connus des acteurs institutionnels et de la société civile œuvrant pour la réintégration durable mais aussi que des réponses concrètes et durables soient apportées.

Le projet accorde donc une attention particulière et transversale au genre avec le développement d'offres de services adaptées aux femmes migrantes de retour dont la situation économique a été fragilisée par la migration. Il appuie également des structures capables d'accompagner les femmes dans la construction d'un projet d'avenir, tout en tenant compte de l'impact psycho-social de la migration sur leur bien-être. Ces femmes nécessitent souvent une prise en charge psychosociale renforcée afin de favoriser leur résilience et leur réinsertion durable.

Par ailleurs, des actions d'analyse de la situation genre dans la politique migratoire seront également menées dans le cadre du projet afin de mieux orienter les activités mises en œuvre.

Le projet prévoit ainsi la réalisation d'une étude initiale genre et l'élaboration d'un plan d'action genre (PAG) en début de projet ; la déclinaison et le suivi du PAG tout au long de la mise en œuvre du projet ; un suivi-évaluation avec des objectifs ciblés par sexe et des indicateurs ventilés par sexe.

## 1. Objectif général de l'étude

L'objectif général de l'étude est de contribuer à la réflexion permettant de renforcer la prise en compte du genre dans la gouvernance migratoire en Côte d'Ivoire, en s'appuyant sur la production de connaissances stratégiques issues d'une analyse genrée approfondie de la migration. Ces connaissances serviront de base au développement d'un Plan d'Action Genre (PAG) du projet, outil d'orientation et de pilotage des activités selon une approche sensible au genre.

Le PAG aura pour vocation de traduire les résultats de l'étude en actions concrètes, de définir des priorités d'intervention et des indicateurs de suivi, et d'assurer la cohérence entre les volets opérationnels du projet et les engagements institutionnels de la Côte d'Ivoire en matière d'égalité de genre et de migration. Ainsi, l'objectif est de garantir une intégration effective, cohérente et durable du

---

<sup>10</sup> Rapport de profilage des migrants ivoiriens 2021 – 2023, 2024, OIM

genre dans les politiques publiques, les dispositifs de réintégration et les services d'accompagnement des migrants et migrantes de retour, tout en renforçant les capacités des acteurs institutionnels et partenaires techniques pour en assurer la pérennité.

#### IV. Objectifs spécifiques

##### 1.1. Objectif spécifique 1 : Mener une étude sur les profils et les vulnérabilités des femmes migrantes selon une approche genre (volet 1)

Le premier volet de l'étude visera à dresser un portrait complet et actualisé des femmes migrantes ivoiriennes, qu'elles soient actuellement en migration ou de retour. L'inclusion des femmes encore en migration permettra de mieux comprendre les dynamiques de vulnérabilité dès le parcours migratoire, et d'identifier les facteurs de risque ou de résilience susceptibles d'influencer leur réintégration future.

L'étude sera structurée en plusieurs chapitres complémentaires :

- une analyse socio-démographique et économique du profil des femmes migrantes ivoiriennes ;
- une typologie des parcours migratoires féminins et des formes de vulnérabilité rencontrées (avant, pendant et après la migration) ;
- une évaluation des dispositifs de prise en charge et de réintégration, publics ou communautaires, et de leur capacité à répondre aux besoins différenciés des femmes que l'étude identifiera au préalable ;
- une analyse des perceptions institutionnelles sur la relation entre genre et migration, afin d'identifier les leviers et freins à une meilleure intégration du genre dans les politiques publiques.

À cet effet, la migration constitue un domaine qui interpelle avec force la protection des droits des personnes vulnérables, notamment des femmes, souvent exposées à des situations à risque pour elles-mêmes comme pour leurs enfants.

Une attention particulière sera donc accordée à la **traite des êtres humains (TEH)**, en documentant les formes spécifiques d'exploitation vécues par les femmes et les jeunes filles migrantes (travail forcé, exploitation sexuelle, servitude domestique, mendicité forcée, etc.). Cette problématique transversale sera systématiquement intégrée dans toutes les phases de l'étude – de la revue documentaire aux enquêtes de terrain, jusqu'à l'analyse et la formulation des recommandations – afin de favoriser une compréhension approfondie des dynamiques de traite dans les parcours migratoires féminins.

Cette partie de l'étude veillera à dresser le profil et les typologies des femmes migrantes ivoiriennes parties ou de retour, à identifier les vulnérabilités selon les typologies, et à analyser comment les services de prise en charge sur le terrain intègrent ou non ces vulnérabilités. Lorsque les femmes trouvent aide et appui par d'autres canaux que les structures étatiques, ces ressources seront également documentées.

L'étude examinera ensuite comment ces vulnérabilités influencent la réintégration et dressera un état des lieux des inégalités entre les femmes et les hommes en matière de réintégration.

Une analyse comparée des profils de migrantes selon les zones géographiques pourra être envisagée afin d'illustrer la diversité des expériences migratoires féminines et leur lien avec les normes sociales locales, ce qui permettra de mieux adapter les réponses en matière de protection, de réintégration et de développement local aux contextes spécifiques de chaque région.

Le rapport formulera des recommandations visant à renforcer la prise en compte des vulnérabilités des femmes migrantes dans les politiques publiques et les dispositifs existants. Ce volet intégrera une réflexion sur la manière dont les acteurs institutionnels perçoivent la relation entre genre et migration, afin d'ancrer les recommandations dans les réalités et les priorités nationales.

Enfin, une coordination méthodologique sera assurée avec l'équipe du **projet CRPM II**, qui réalise une étude sur la question du genre dans les politiques migratoires. Les deux équipes de recherche seront mises en relation afin de garantir la complémentarité des axes d'analyse, des méthodologies et des résultats.

#### Méthodologie :

L'étude s'appuiera sur une méthodologie mixte combinant une revue documentaire, des enquêtes de terrain et des entretiens avec les principales parties prenantes (acteurs institutionnels, partenaires de mise en œuvre et bénéficiaires) et des focus groups. Des données qualitatives et quantitatives seront recueillies afin d'assurer une compréhension complète des dynamiques de migration féminine.

L'identification des participantes s'appuiera sur les migrantes de retour déjà recensées ou accompagnées par la Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE) et ses partenaires, qui constitue un acteur clé dans l'orientation et la réintégration des migrants de retour. Cependant, il sera également essentiel de mener des enquêtes directement dans les territoires, notamment dans les zones de retour, de transit et de forte mobilité, pour rencontrer les migrantes dans leurs communautés. De même, des entretiens à distance ou sur sites pertinents pourront être envisagés pour inclure les femmes encore en migration, en collaboration avec les représentations consulaires à identifier et les associations de la diaspora ivoirienne, afin de mieux comprendre les vulnérabilités tout au long du parcours migratoire.

L'équipe de recherche devra prendre en compte la méthodologie présentée ci-dessus mais est également invitée à faire des suggestions méthodologiques.

### **1.2. Objectif spécifique 2 : Réaliser une évaluation de la prise en compte du genre dans les différents dispositifs et par les différents acteurs en charge de la prise en charge des migrants de retour**

Ce deuxième volet de l'étude portera sur la prise en compte des vulnérabilités et besoins spécifiques des femmes migrantes de retour par les différents acteurs impliqués dans leur accompagnement.

Ce volet s'attachera à analyser les services, dispositifs et modèles proposés par l'OIM, l'OFII, l'AVSI, la Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur DGIE, l'Agence Emploi Jeune (AEJ), le Programme National de la Santé Mentale (PNSM), les ONG et les autres partenaires sectoriels impliqués dans la réintégration des femmes migrantes de retour.

Une attention particulière sera portée à la coordination entre ces acteurs nationaux et les structures étatiques et décentralisées présentes dans les territoires – notamment les Directions régionales et départementales du ministère en charge des affaires sociales, de la santé, de la jeunesse et de l'emploi, ainsi que les collectivités locales – qui jouent un rôle clé dans la réintégration socioéconomique et communautaire des migrantes de retour.

Cette partie évaluera les différentes étapes de prise en charge de l'accueil jusqu'à la réintégration, en passant par l'appui psychosocial, la réinsertion familiale et sociale, la formation et l'insertion professionnelle. Il s'agit donc d'évaluer la qualité des services offerts (en termes de disponibilité, accessibilité, continuité, adaptation aux profils, coordination...) du point de vue des migrantes en partant de leurs besoins et de leurs parcours de réintégration.

L'étude concentrera son attention sur les femmes migrantes rentrées avec l'aide d'une institution via un retour volontaire assisté (ex : OIM), un retour d'urgence, un retour forcé ou rentrées par leurs propres moyens de manière non assistée.

L'étude partira de la voix des migrants de retour en s'appuyant sur les témoignages et en les interrogeant sur leur parcours de retour et les différentes prises en charge dont elles ont bénéficié. L'étude partira donc du terrain et du vécu des migrantes elles-mêmes. Elle dépassera la simple analyse des politiques mises en place par les différents acteurs institutionnels et les actions mises en place par la société civile.

Méthodologie : L'étude s'appuiera sur une méthodologie mixte combinant une revue documentaire, des enquêtes de terrain et des entretiens avec les principales parties prenantes (acteurs de mise en œuvre et bénéficiaires).

L'équipe de recherche proposera une approche méthodologique adaptée aux besoins de l'étude.

### **1.3. Objectif spécifique 3 : Elaborer un Plan d'Action Genre**

Sur la base des analyses formulées dans le cadre des objectifs 1 et 2, l'équipe de recherche formulera un Plan d'Action Genre visant à renforcer l'intégration du genre dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du programme migration (projets MIGRET UE/MIGRET AFD). Ce plan constituera la traduction opérationnelle des analyses menées, en proposant des orientations concrètes pour adapter le programme aux besoins différenciés des femmes et des hommes, en particulier des femmes migrantes de retour et en situation de vulnérabilité.

Le Plan d'Action Genre devra ainsi s'appuyer sur les enseignements tirés de l'étude pour :

- identifier les écarts de genre existants dans les politiques et dispositifs de réintégration ;
- définir des priorités stratégiques en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation économique des migrantes de retour ;
- orienter la révision du cadre logique du programme MIGRET afin d'y intégrer des indicateurs sensibles au genre et des résultats mesurables en matière d'inclusion ;
- proposer des activités concrètes (actions de sensibilisation, renforcement de capacités, appuis économiques ciblés, accompagnement psychosocial adapté, etc.) visant à améliorer la prise en compte du genre dans les interventions du programme ;
- et formuler des recommandations institutionnelles pour renforcer la coordination entre les acteurs étatiques, les partenaires techniques et les structures locales dans la mise en œuvre d'approches sensibles au genre.

Ce Plan d'Action Genre devra être élaboré de manière participative, en concertation avec les acteurs impliqués dans le projet (DGIE, PNSM, AEJ, OIM, OFII, AVSI, ONG, collectivités locales, etc.), afin d'assurer sa pertinence contextuelle et son adéquation avec les priorités nationales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Enfin, il servira de feuille de route transversale pour le programme Migration et les initiatives associées, permettant de systématiser l'approche genre à toutes les étapes du cycle de projet – de la planification stratégique à la mise en œuvre des activités et à l'évaluation des résultats.

#### **1.4. Objectif spécifique 4 : Concevoir un module de formation dédié pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'Action Genre par le projet, et assurer l'animation et le transfert de compétences auprès des équipes concernées.**

Sur la base du Plan d'Action Genre élaboré dans le cadre de l'OS 3 de cette étude, l'équipe de recherche s'attachera à créer un module de formation visant à sensibiliser les publics visés aux résultats de l'étude et aux composantes du Plan d'Action Genre et en reconnaissance de l'importance de renforcer les capacités des acteurs du projet pour une meilleure intégration du genre dans l'ensemble des interventions.

Cette formation a été retenue parmi les différentes activités possibles du PAG, car elle constitue un levier concret pour transférer les connaissances issues de l'étude, favoriser l'appropriation du plan et assurer la durabilité de son application dans les pratiques quotidiennes des équipes.

Le module visera non seulement à sensibiliser les participants aux résultats de l'étude et aux composantes du PAG, mais également à renforcer leurs compétences opérationnelles pour intégrer efficacement la dimension genre dans le travail quotidien, dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités du projet. L'objectif est de permettre aux équipes de traduire les recommandations du PAG en actions concrètes et contextualisées, adaptées aux besoins différenciés des femmes migrantes et à la réalité du terrain.

Cette formation sera destinée tant aux cadres de la DGIE, qu'aux différents acteurs intervenant sur la migration en Côte d'Ivoire et, plus spécifiquement les structures intervenants dans l'accueil et la réintégration des migrantes, faisant partie du Comité de Gestion des Cas (Ministères en charge de l'Emploi et de la Jeunesse, Ministère de la Femme, Famille et Enfant, de la Solidarité, de l'éducation et formation professionnelle, du Plan et du développement, , de la sécurité, de la justice, de la santé, ainsi que les ONG, les acteurs des territoires et les institutions spécifiques).

## **V. Approche proposée**

Pour les deux volets de l'étude, l'ensemble de la démarche pourrait donc s'articuler autour des étapes ci-après :

### **1.5. Analyse documentaire**

Une analyse de la littérature permettra de préciser les grands enjeux de la mission. Elle viendra défricher le travail de terrain et sera réalisée à partir des principaux documents de planification stratégique existants (Politique Générale de l'État, Politiques sectorielles, etc.), des rapports d'activité et d'évaluation (des politiques mises en œuvre, des acteurs intervenant sur le secteur...), des principaux travaux de capitalisation ou d'études sur le secteur, des documents d'éventuels d'autres partenaires techniques et financiers intervenant sur des sujets similaires.

### **1.6. Une mission sur le terrain à la rencontre des principales parties prenantes**

La mission de terrain devra mobiliser les principaux acteurs de terrain afin de les interroger autant sur les questions de genre dans les parcours migratoires que de prise en charge des migrantes de retour. La sélection des acteurs à rencontrer ainsi que les structures précises à visiter se fera en concertation avec l'équipe projet.

Elle devra permettre la réalisation d'une cartographie exhaustive des parcours de prise en charge sur le terrain (et de leur qualité). La recherche de terrain devra surtout interroger les bénéficiaires de ces services pour évaluer leurs expériences de réintégration et tenter de faire ressortir un bilan qualitatif



des dispositifs en place. L'étude comprendra une analyse des enjeux globaux du secteur et la situation structurelle et organisationnelle des dispositifs en place comprenant un bilan des dispositifs en termes de forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Les entretiens permettront de saisir les principales difficultés, les limites, les forces et les améliorations possibles des dispositifs en place et les suggestions d'évolution. Des temps d'échanges collectifs pourront être également envisagés.

Le projet CRPM II étant en train de mener une étude sur la question du genre en partant des politiques migratoires, les consultants devront également rencontrer l'équipe de recherche.

### **1.7. Une analyse détaillée**

#### **Volet « Migration et Genre »**

- Une analyse du contexte et des enjeux ;
- Une analyse des causes de départs, des difficultés au retour, à la réintégration, y compris les mécanismes de recrutement et d'exploitation ;
- Une présentation des profils des migrantes et de leurs vulnérabilités, y compris les victimes de traite ;
- Un recueil des récits de femmes, y compris victimes de traite, une analyse des entretiens et des questionnaires ;
- Un tableau des inégalités entre les hommes et les femmes ;
- Une analyse comparée des profils de migrantes selon les zones géographiques.

#### **Volet « Prise en charge des migrantes de retour »**

- Une analyse des contextes et des enjeux ;
- Une cartographie des modalités de retours, des services offerts, des accompagnements spécifiques à ces vulnérabilités ;
- Une analyse des services offerts, des accompagnements ;
- Une analyse des entretiens et des questionnaires ;
- Une analyse des forces et faiblesses des programmes et des dispositifs de prise en charge ;
- Des recommandations, des propositions et des pistes d'amélioration pour mieux intégrer le genre dans les dispositifs de réintégration et pour améliorer la protection des femmes migrantes contre la TEH (améliorer leur accès à des services adaptés, et la prise en compte de cette problématique dans les politiques migratoires nationales).

#### **Volet « Elaboration d'un Plan d'Action Genre »**

L'élaboration du Plan d'Action Genre s'inscrit dans une démarche participative et rigoureusement fondée sur les résultats de l'étude.

Elle se nourrira des analyses menées dans les deux premiers volets, portant sur les profils, les vulnérabilités et les besoins spécifiques des femmes migrantes de retour et de celles encore en migration.

La rédaction du plan reposera sur un travail de synthèse des constats issus de ces analyses, complété par des consultations ciblées avec les acteurs clés, incluant les partenaires institutionnels tels que la DGIE, le PNSM, l'AEJ, les ministères sectoriels concernés, ainsi que les structures locales et les organisations de la société civile impliquées dans la réintégration.

Le processus d'élaboration sera progressif et structuré.

L'équipe de recherche commencera par identifier les enjeux et écarts principaux en matière de prise en compte du genre dans les dispositifs existants, puis proposera des orientations stratégiques et recommandations opérationnelles. Ces recommandations seront formulées de manière à pouvoir être intégrées directement dans le cadre logique des projets MIGRET UE/MIGRET AFD en précisant les



activités concrètes, les modalités de mise en œuvre, les indicateurs de suivi et les mécanismes de coordination entre acteurs nationaux et territoriaux.

Le Plan d'Action Genre sera ainsi conçu comme un outil pratique et mobilisateur, permettant aux équipes du projet et aux partenaires de traduire les recommandations en actions concrètes et contextualisées.

Il visera à renforcer la prise en compte de la dimension genre dans toutes les étapes du projet, de la planification à la mise en œuvre et au suivi-évaluation, et à favoriser une meilleure inclusion des femmes dans les interventions.

La rédaction finale prendra la forme d'un document synthétique et opérationnel, assorti de propositions d'activités et de recommandations directement exploitables par les acteurs sur le terrain.

### **Volet « Formation et renforcement des capacités des acteurs au Plan d'Action Genre »**

Ce volet vise à traduire le Plan d'Action Genre en compétences pratiques pour les acteurs du projet et les partenaires impliqués dans la réintégration des migrantes.

La formation sera conçue sur la base des résultats de l'étude et des recommandations formulées dans le Plan d'Action Genre, afin de garantir que les équipes puissent intégrer de manière opérationnelle la dimension genre dans leurs interventions quotidiennes.

Le processus de conception du module de formation s'appuiera sur une analyse des besoins en compétences des différents acteurs, qu'il s'agisse des équipes du programme Migration, des partenaires institutionnels (DGIE, PNSM, AEJ, ministères sectoriels) ou des structures locales impliquées dans l'accompagnement des migrantes. L'approche de la formation sera participative et interactive, combinant des sessions théoriques sur les concepts et enjeux du genre avec des exercices pratiques, études de cas, jeux de rôle et simulations, pour faciliter l'appropriation des recommandations du plan.

La formation aura pour objectif non seulement de sensibiliser les participants aux résultats de l'étude et aux composantes du Plan d'Action Genre, mais également de renforcer leurs compétences opérationnelles pour traduire ces recommandations en actions concrètes sur le terrain. Elle permettra de systématiser la prise en compte de la dimension genre dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités, et de favoriser une coordination efficace entre acteurs nationaux et territoriaux.

La version finale du module sera élaborée comme un outil flexible et reproductible, accompagné de supports pédagogiques adaptés au contexte ivoirien et aux besoins spécifiques des participants, afin d'assurer la durabilité du renforcement des capacités et l'appropriation du Plan d'Action Genre par tous les acteurs concernés.

### **1.8. Un atelier d'échange**

Les résultats de cette étude seront présentés et discutés lors d'un atelier d'échange, qui constituera un espace de dialogue entre les différents acteurs du secteur migratoire et de la promotion du genre. Cet atelier aura pour objectif de capitaliser les enseignements de l'étude et de les traduire en orientations opérationnelles pour les politiques publiques.

Il permettra notamment à la DGIE d'identifier et de formuler les choix stratégiques prioritaires à retenir pour l'opérationnalisation des actions publiques liées au genre et à leur mise en œuvre dans les localités. À partir des résultats des travaux précédents, l'atelier visera à faire remonter la voix des migrants et des migrantes, à mettre en lumière les enjeux clés du secteur, à analyser les différents modes de gouvernance existants et à dégager les bonnes pratiques pouvant être intégrées dans de futurs plans d'action ministériels.

L'étude s'appuiera tant sur des méthodes de recherches qualitatives que quantitatives. Les outils qualitatifs, comme les entretiens approfondis avec les personnes de retour, permettront de faire ressortir les causes profondes, les différences de parcours, les vulnérabilités, la prise en charge ... Ces entretiens permettront aussi de comparer de manière fine la situation entre les hommes et les femmes avant, pendant et après le départ et d'ainsi mettre en avant les inégalités de genre.

Les outils quantitatifs permettront d'objectiver certaines réalités, d'apporter des éclairages chiffrés et de pondérer les situations en reflétant leur poids réel.

## VII. Livrables

Les livrables suivants sont attendus :

Livrables	Date de livraison
1. Rapport de cadrage	T0 + 2 semaines
2. Rapport de diagnostic femmes migrantes de retour	T0 + 15 semaines
3. Rapport d'analyse prise en charge migrantes de retour	T0 + 15 semaines
4. Elaboration du Plan d'Action Genre	T0 + 17 semaines
5. Elaboration du module de formation	T0 + 18 semaines
6. Formation sur le plan d'action genre	T0 + 20 semaines
7. Livraison des versions définitives de l'ensemble des livrables	T0 + 21 semaines

Dans les conditions ci-dessous :

- Un rapport de cadrage comprenant une analyse documentaire, l'approche méthodologique et les outils d'entretiens et d'analyse proposés, le plan de travail détaillé par phase, y compris les entretiens et visites prévus ;
- Une synthèse et un rapport détaillé sur les vulnérabilités des femmes migrantes en Côte d'Ivoire reprenant des recommandations et disposition susceptibles d'être prises pour davantage intégrer la question du genre en Côte d'Ivoire et améliorer les dispositifs existants. Ce rapport reprendra :
  - Une analyse du contexte et des enjeux ;
  - Une analyse des causes de départs, des difficultés au retour, à la réintégration, y compris les mécanismes de recrutement et d'exploitation ;
  - Une présentation des profils des migrantes et de leurs vulnérabilités, y compris les victimes de traite ;
  - Un recueil des récits de femmes, y compris victimes de traite, une analyse des entretiens et des questionnaires ;
  - Une cartographie des modalités de retours, des services offerts, des accompagnements spécifiques à ces vulnérabilités ;
  - Un tableau des inégalités entre les hommes et les femmes ;
  - Des recommandations, des propositions et des pistes d'amélioration pour mieux intégrer le genre dans les politiques migratoires et pour améliorer la protection des femmes migrantes contre la TEH (améliorer leur accès à des services adaptés, et la prise en compte de cette problématique dans les politiques migratoires nationales).
- Une synthèse et un rapport détaillé de la prise en charge des migrants de retour ainsi que des recommandations et dispositions susceptibles d'être prises pour améliorer les dispositifs existants. Ce rapport reprendra :
  - Une analyse des contextes et des enjeux ;

- Une cartographie et schématisation des différents parcours de prise en charge et des différents services reçus ;
- Une analyse des services offerts, des accompagnements ;
- Une analyse des entretiens et des questionnaires ;
- Une analyse des forces et faiblesses des programmes et des dispositifs de prise en charge (y compris les dispositifs de renforcement de l'autonomisation économique des femmes migrantes) ;
- Des recommandations, des propositions et pistes d'amélioration.
- L'élaboration d'un Plan d'Action Genre présentant les résultats de l'analyse genrée, les recommandations stratégiques et opérationnelles, les priorités d'action, les activités proposées, les indicateurs de suivi-évaluation et les mécanismes de coordination entre acteurs nationaux et territoriaux pour une meilleure intégration de la dimension genre dans le projet et les politiques migratoires.
- L'élaboration et l'animation d'un module de formation sur la question genre & migration, incluant un plan de divulgation / plan de formation, indiquant acteurs et lieux, chronogramme, supports de formation, guides d'animation et exercices pratiques, destiné à renforcer les capacités des acteurs du programme et des partenaires institutionnels.

## **VIII. Expertise requise**

Le Bureau d'études ou le/la consultant(e) retenu(e) pour la réalisation de cette étude devra s'appuyer sur une équipe pluridisciplinaire comprenant :

- De l'expertise en matière de migrations internationales et développement et en matière de TEH ;
- De l'expertise en sociologie et/ou d'anthropologue spécialisée dans les dynamiques communautaires ;
- De l'expertise en évaluation de politique publique, programme et projet ;
- De l'expertise en genre avec une expérience avérée dans l'élaboration de diagnostics et plans d'action ;
- Une connaissance approfondie des contextes socio-économiques et politiques de la Côte d'Ivoire et des compétences en rédaction de documents stratégiques et en animation de formations.

## **IX. Budget estimatif**

Le budget devra couvrir, les honoraires des experts, les frais de déplacement pour les missions de terrain, les ressources nécessaires pour les enquêtes (questionnaires, enquêteurs, collecte de données) ainsi que les différents autres coûts logistiques et administratifs.

Ce budget couvrira également l'élaboration du module de formation Genre & Migration et l'animation de cette formation.